

Le 30 juin 2021

Michael Puskaric
Directeur
Conseil sur la comptabilité dans le secteur public
277, rue Wellington Ouest
Toronto (Ontario) M5V 3H2
info@psabcanada.ca

Objet : Réponse aux exposés-sondages *Le Cadre conceptuel de l'information financière dans le secteur public* et *Projet de chapitre SP 1202 « Présentation des états financiers »*

Monsieur,

Au nom des organisations signataires, nous vous soumettons ci-joint un mémoire en réponse aux exposés-sondages du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) décrivant les modifications proposées pour le Cadre conceptuel de l'information financière dans le secteur public et la nouvelle norme proposée sur la présentation des états financiers (projet de chapitre SP 1202).

Ce mémoire porte sur l'intégration des actifs naturels à la comptabilité du secteur public canadien. Il explique notre position quant à la nécessité que la comptabilité du secteur publique tienne compte de la valeur pécuniaire des actifs naturels du Canada, notamment la capacité de séquestration et de stockage du carbone, la protection contre les inondations et les avantages de la biodiversité. Plus précisément, nous recommandons d'éliminer l'exclusion explicite des ressources naturelles non achetées de la nouvelle norme proposée sur la présentation des états financiers (projet de chapitre SP 1202), car elle empêche de comptabiliser fidèlement les ressources disponibles aux entités du secteur public dans les états financiers. L'éliminer n'obligerait pas les entités du secteur public à comptabiliser leurs actifs naturels, mais leur en donnerait la possibilité.

Nous recommandons aussi que le CCSP lance un projet d'élaboration de lignes directrices sur la comptabilisation et l'évaluation des ressources naturelles, semblable aux projets menés par l'International Public Sector Accounting Standards Board. Ainsi, les entités du secteur public qui sont déjà prêtes à comptabiliser les ressources naturelles dans leurs états financiers pourraient le faire de manière uniforme.

Nous sommes heureux d'avoir pu commenter ce très important projet, et sommes disposés à fournir toute information supplémentaire requise. Nous serions aussi ravis d'avoir la possibilité d'aider le CCSP à produire des normes et du matériel pour orienter les entités du secteur public dans l'intégration des actifs naturels à leurs états financiers.

Veuillez agréer, Monsieur, nos plus cordiales salutations.



**Joanna Eyquem, P.Geo, ENV SP.,
CWEM, CEnv,**
Directrice générale, Infrastructures
résilientes au climat,
Centre Intact d'adaptation au climat,
Université de Waterloo



Bailey Church, CPA, CA, CIA
Partner, Professional Practice
KPMG Canada



Roy Brooke
Executive Director,
Municipal Natural Assets Initiative



Sonia Baxendale
President and CEO,
Global Risk Institute



Florian Roule
Directeur principal, Stratégie et
partenariats, Responsable finance
durable,
Finance Montréal



Kevin Travers
Partner, Infrastructure Government
and Healthcare Practice
KPMG Canada



Jonathan Fowle
Chief External Relations Officer,
Vancouver City Savings Credit Union



Craig Stewart
Vice-président, Affaires fédérales
Bureau d'Assurance du Canada



Jennifer Place
Board Chair
Government Finance Officer of Alberta
(GFOA)



Richard Florizone, Ph.D.
President & CEO,
International Institute for Sustainable
Development



Susan Black, Ph.D.
President and CEO,
The Conference Board of Canada



Mike Wilson
Executive Director,
Smart Prosperity Institute



Sean Kidney
CEO,
Climate Bonds Initiative



Rachel Samson
Directrice de la recherche sur la
croissance propre, Institut canadien
pour des choix climatiques



Blair Feltmate, Ph.D.
Président, Centre Intact d'adaptation
au climat,
Université de Waterloo



Robert Siddall, FCPA, FCA
Independent



Julie Gelfand
Former Federal Commissioner of
Environment and Sustainable
Development, Office of the Auditor
General of Canada



Carole Saab
CEO
Fédération Canadienne des
Municipalités



Sandra Califaretti, CPA, CA
Director, Accounting Services
City of Toronto



Raoul Cyr, CPA, CA
Directeur Comptabilité et informations
financières,
Ville de Montréal



Julia Aspinall, CPA, CMA
Director, Financial Services
City of Vancouver



Michel Houle, CPA, CMA
VP, Corporate Services and CFO,
National Capital Commission



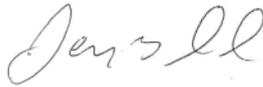
Jeffrey J. Jackson, MBA, CPA, CA
Director of Finance and Treasurer
City of Mississauga



Colleen Sklar
Executive Director,
Winnipeg Metropolitan Region



Mark Medeiros
Acting Treasurer,
City of Brampton



Jerry Blackwood, CPA, CGA
CFO,
Halifax Regional Municipality



Michael Coroneos, CPA, CMA
Deputy City Manager, Chief Financial
Officer & Treasurer,
City of Vaughan



Lisa Helps
Mayor,
City of Victoria



Andy Wardell, CPA, CGA,
General Manager, Finance & Chief
Financial Officer
District of North Vancouver



Moya J. Leighton CPA, CGA, MBA
Town Treasurer & Director of Finance
Town of Halton Hills



Myriah Foort, BBA, CPA, CA
Chief Financial Officer
Comox Valley Regional District



Jenn Hepting
Chief Financial Officer /
Director of Finance,
City of Colwood



Isabel Gordon, MBA, CPA
Director, Financial Services,
District of West Vancouver



Emanuel Machado
Chief Resiliency Officer
Town of Gibsons



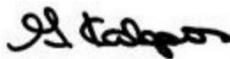
Sarah Pacey
Chief Administrative Officer,
Town of Florenceville-Bristol



Kevin Wilkinson, CPA, CA, MBA
Controller,
Windsor-Detroit Bridge Authority



Will Cole-Hamilton
Steering Committee,
Climate Caucus



Gabriella Kalapos
Executive Director
Clean Air Partnership



Edward McDonnell
CEO,
Greenbelt Foundation



Gerard McDonald, MBA, P.Eng., ICD.D
Chief Executive Officer,
Engineers Canada



Andrea Waldie, P.Geo., FGC
Chief Executive Officer
Geoscientists Canada



Dan Huang RPP, MCIP
President
Canadian Institute of Planners



Michael Leering P.Eng.
Director, Environment and Business
Excellence Standards
CSA Group



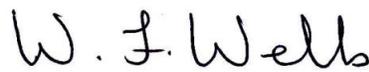
Christopher Chen
Executive Director
Asset Management Ontario



Jennifer Court
Executive Director
Green Infrastructure Ontario



Catherine Lavoie ing. M. Sc.
Présidente-directrice générale
Centre d'expertise et de recherche en
infrastructures urbaines (CERIU)



Wally Wells P.Eng.
Executive Director
Asset Management BC



Daisy Foster
Managing Director,
Atlantic Infrastructure Management
(AIM) Network



Bernadette O'Connor
Manager, Municipal Asset
Management, Canada
WSP Canada Inc.



Jeff Atherton, P.Eng.
Senior Asset Management Consultant
AECOM Canada Ltd



Ron Scheckenberger, P.Eng.
Principal,
Wood Canada Ltd



Jennifer Petruniak, PMP.
Technical Lead, Environmental
Sciences
Dillon Consulting Ltd.



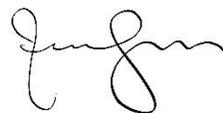
Al Beaver
Executive Director.
Wildland Fire Risk Management Ltd



Robert Smith
Principal,
Midsummer Analytics



Alain Bourque
Directeur général
Ouranos - Consortium sur les
changements climatiques



Jérôme Dupras, Ph.D.
Professeur agrégé, Titulaire, Chaire de
recherche du Canada en économie
écologique, Université du Québec en
Outaouais



Saul Klein, Ph.D.
Dean, Gustavson School of Business,
University of Victoria



Susan Nesbitt, Ph.D. P.Eng.
Professor, Co-Director, Urban Systems
Master of Engineering Leadership,
The University of British Columbia



Deborah Harford
Executive Director
Adaptation to Climate Change Team,
Simon Fraser University



Robert Wilson
Director of Conservation Finance,
Nature Conservancy of Canada



Meghan Leslie
President and CEO,
WWF-Canada



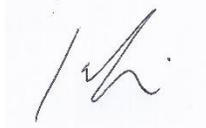
Jay Ritchlin
Director-General, Western
Canada/National Nature portfolio lead
David Suzuki Foundation



Marcy Sullivan, CPA, CA
Chief Financial Officer
Ducks Unlimited Canada



Laura Cui, CPA, CGA
National Director of Finance,
Canadian Parks and Wilderness
Society (CPAWS)



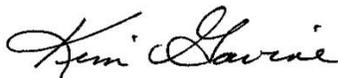
Lara Ellis
Senior Vice-President, Policy and
Partnerships,
ALUS



Antoine Verville
Directeur général,
Regroupement des organismes de
bassins versants du Québec



Martin Vaillancourt
Directeur général,
Regroupement national des conseils
régionaux de l'environnement du
Québec



Kim Gavine
General Manager,
Conservation Ontario



Deborah Martin-Downs
CAO
Credit Valley Conservation



Hassaan Bassit
President and CEO,
Conservation Halton



DG Blair
Executive Director,
Stewardship Centre for BC

Modifications proposées du Cadre conceptuel du Manuel de comptabilité pour le secteur public, et contexte

Le CCSP indique que le Cadre conceptuel de l'information financière dans le secteur public actuel contient des exceptions à la comptabilisation visant :

- « les ressources naturelles et terres du domaine public qui n'ont pas été achetées par le gouvernement;
- les éléments incorporels que le gouvernement a créés ou qui lui sont dévolus;
- les œuvres d'art et trésors historiques. »

Le CCSP propose de déplacer les exceptions : jusqu'à ce qu'il se penche de nouveau sur celles-ci, elles figureraient dans la norme sur la présentation des états financiers (le chapitre SP 1202 en projet). Ces exceptions relèvent en effet de décisions qui se situent au niveau des normes et ne sont pas des fondements conceptuels des états financiers¹ ».

Le CCSP a conclu qu'« avant d'éliminer ces exceptions, il fallait considérer chacun des types de ressources économiques individuellement et fournir des indications appropriées sur leur comptabilisation et leur mesure² ».

Réponse

- Le Canada est riche en capital naturel, ou actifs naturels (les stocks de ressources et d'écosystèmes naturels), qui procure des avantages économiques aux entités du secteur public. Si le CCSP apporte les modifications proposées à son Cadre conceptuel, cette richesse demeurera explicitement exclue des états financiers du secteur public, sauf lorsque les actifs naturels ont dû être reconstitués ou restaurés à la suite de dommages, ou ont autrement été « achetés ».
- Le fait de ne pas comptabiliser, sous une forme quelconque, la valeur des actifs naturels intacts « dévolus à l'État » revient à sous-estimer les ressources disponibles pour la prestation des services par les entités du secteur public. Ce constat va à l'encontre de l'objectif des états financiers noté au chapitre 6 du Cadre conceptuel proposé : « Présentation de la situation financière [d'une entité] ». Il est indiqué au paragraphe 6.15 que « [p]our porter ces appréciations, les utilisateurs ont besoin d'informations sur l'ensemble des ressources économiques disponibles pour servir la population et des créances sur ces ressources (autrement dit, les obligations économiques) en date de clôture ».
- En ne comptabilisant pas la valeur des actifs naturels dévolus à l'État, les entités du secteur public ne fournissent pas d'information adéquate sur l'ensemble de leurs actifs; les utilisateurs n'ont aucune donnée sur l'état des actifs naturels ou leur dépréciation potentielle. Par le passé, cette lacune a donné lieu à une mauvaise gestion des actifs naturels et à la détérioration des services offerts aux communautés et aux secteurs de l'économie qui relèvent de la fonction publique. Les actifs naturels dégradés peuvent aussi occasionner des passifs qui ne sont pas autrement enregistrés.
- Il est par ailleurs crucial que les entités du secteur public prennent en compte et évaluent les services de séquestration et de stockage du carbone que rendent les actifs naturels, services pouvant compenser les émissions de gaz à effet de serre et contribuer à l'atteinte de la cible de carboneutralité d'ici 2050 du Canada.
- Il existe déjà des méthodes fiables de mesure et de collecte de données pour déterminer la valeur des actifs naturels qui ont été testées et éprouvées au Canada et sont appliquées par des entités locales du secteur public en vue d'éclairer les plans de gestion des actifs. Quand on ne comptabilise pas les actifs naturels dans

les états financiers, on crée une rupture entre l'information financière et la gestion des actifs, ce qui est en contradiction avec le lien étroit établi entre les actifs actuels et les passifs.

- En permettant la comptabilisation des actifs naturels dans les états de la situation financière, le CCSP favoriserait la prise de bonnes décisions financières sur la gestion des actifs naturels à court, moyen et long terme.
- En plus de l'élimination de l'exception visant les ressources naturelles non achetées du Cadre conceptuel du CCSP, nous recommandons d'**éliminer l'exclusion explicite des ressources naturelles non achetées de la nouvelle norme sur la présentation des états financiers proposée (projet de chapitre SP 1202)**. Ainsi, les entités du secteur public qui sont déjà prêtes à comptabiliser les actifs naturels dans leurs états financiers pourraient le faire uniformément de la manière établie. L'éliminer n'obligerait pas les entités du secteur public à comptabiliser leurs actifs naturels, mais leur en donnerait la possibilité.
- Le CCSP devrait dès maintenant considérer les actifs naturels comme un **sujet prioritaire**, et intégrer à son futur plan stratégique 2022-2027 leur inclusion dans les états financiers des entités du secteur public. Il pourrait notamment entreprendre d'ajouter la prise en compte des actifs naturels au programme technique et à un énoncé de pratiques recommandées. En l'absence d'une action concertée rapide, il y a un risque que les normes de comptabilité du secteur public perdent de leur pertinence dans un monde où les investisseurs, les comptables, les économistes et les entités du secteur public considèrent de plus en plus le capital naturel comme un élément central de l'économie canadienne.

Notes

¹ Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. 2021. " Exposé-sondage – Le Cadre conceptuel de l'information financière dans le secteur public," p. iv, Consulté à: <https://www.frascanada.ca/fr/secteur-public/documents/es-ccsp-cadre-conceptuel>

² Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. 2021. Exposé-sondage – Le Cadre conceptuel de l'information financière dans le secteur public," p. 123, Consulté à: <https://www.frascanada.ca/fr/secteur-public/documents/es-ccsp-cadre-conceptuel>